



Collectif
Droits des Femmes 65

cddf65@gmail.com

www.droitsdesfemmes65.org

**Rassemblement à Tarbes
SAMEDI 8 MARS 2014
À 16h PLACE de la Mairie**

**Non le 8 mars n'est pas la journée de
"la" femme, mais celle des luttes pour LES DROITS DES
FEMMES !**

**Comme toujours, en période de crise, ce sont nos droits
qui sont les premiers remis en cause :**

CE QUE NOUS VOULONS, C'EST L'ÉGALITÉ !

Attaques tous azimuts contre les ABCD de l'Égalité, campagnes de retrait de l'école contre une pseudo « théorie du genre », recul sur la PMA, volonté de certains députés de dérembourser l'avortement, critiques contre la suppression de l'état de détresse pour l'IVG, etc.

Des forces réactionnaires virulentes refusent la lutte contre les inégalités filles/garçons, elles refusent d'admettre que ces inégalités ne sont pas données à la naissance mais totalement construites par la société

Ce sont les théories d'une extrême-droite nauséabonde, antisémite et raciste, qui relève la tête partout en Europe et qui se fait fort d'en finir, entre autres choses, avec les droits des femmes, des lesbiennes et des gays. La volonté de supprimer le droit à l'avortement en Espagne en est une illustration.

CE QU'ILS VEULENT C'EST UNE SOCIÉTÉ IMMuable, OÙ CHACUN RESTE "À SA PLACE", AVEC POUR CONSÉQUENCE LA PORTION CONGRUE POUR LES FEMMES ...

Le gouvernement capitulerait-il devant eux pour de sordides calculs électoraux ? : enterrement de la PMA, suppression du mot genre des circulaires, manuels et livres de l'Éducation Nationale, renvoi de la loi famille aux calendes grecques !

OÙ SONT LES CONVICTIONS DE CETTE GAUCHE-LÀ ?

Sur le plan économique et social, le gouvernement s'allie au Medef avec son Pacte de responsabilité, cadeau fait au patronat. Sa politique contribue à éroder encore un peu plus les droits des femmes :

* *La réforme sur les retraites*, en allongeant les cotisations à 43 ans, crée les conditions pour que le nombre de femmes partant avec des pensions incomplètes augmente dans des proportions considérables.

* *La loi relative à la sécurisation de l'emploi* de juin 2013, censée encadrer le temps partiel, va pouvoir être contournée par des accords de branche et 8 dérogations par an.

* *La loi égalité femmes/hommes*, encore en discussion au Parlement, ne prévoit pour combattre la précarité qu'un renforcement d'une loi existant déjà sur le recouvrement

des pensions alimentaires non payées, et seulement en « expérimentation » dans quelques départements !

* Rien n'est prévu pour revaloriser les bas salaires, ni pour étendre aux entreprises de moins de 50 salariéEs, où se concentre la précarité des femmes, les mesures existantes, appliquées de façon fort contrastée.

* Enfin, il n'est jamais question d'abroger la loi Hôpital Patients Santé Territoire qui démantèle l'hôpital public provoquant déjà la fermeture de plus de 1000 maternités avec plus de 160 centres IVG, mettant de fait en péril l'accès à l'avortement.

ON NE FAIT PAS BARRAGE À L'EXTREME-DROITE EN REculANT FACE À ELLE, MAIS EN INSTAURANT LA JUSTICE SOCIALE ET EN MARCHANT D'UN PAS AFFIRMÉ VERS L'ÉGALITÉ ET LE PROGRÈS SOCIAL.

NOUS FÉMINISTES APPELONS A LA MOBILISATION ET A LA RÉSISTANCE CONTRE L'EXTREME-DROITE .

NOUS FÉMINISTES D'AUJOURD'HUI NOUS NE NOUS BATTONS PAS DEPUIS PLUS DE 40 ANS POUR RETOURNER À NOS CASSEROLES ET NOS TORCHONS.

LE TORCHON POURRAIT BRÛLER DE NOUVEAU !

Ce que nous voulons :

POUR LE DROIT A DISPOSER DE NOTRE CORPS :

- Des centres d'Ivg dans tous les hôpitaux avec le choix de la méthode et un personnel dédié
- L'abrogation de la loi HPST et de la tarification à l'activité
- La PMA pour toutes les femmes, non à la GPA
- Une loi-cadre contre les violences faites aux femmes comprenant une éducation non sexiste et non lesbo-homophobe à tous les stades de la scolarité

POUR NOTRE AUTONOMIE FINANCIÈRE ET SOCIALE :

- La revalorisation des bas salaires, la revalorisation des métiers et l'augmentation des salaires dans tous les secteurs professionnels féminisés
- L'abrogation de la loi de juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi
- Un véritable service public de la petite enfance et des personnes dépendantes.

POUR L'ÉGALITÉ DES DROITS

- Le droit de vote pour les étrangères et étrangers .
- Un statut autonome pour les femmes étrangères.
- La régularisation de tous les sans papiers.
- Le droit d'asile pour les femmes persécutées pour fait de sexisme et de lesbophobie.

Attac 65, Collectif Droits des Femmes 65, CDAFAL 65, CGT 65, Front de Gauche 65 (Ensemble ! , PG, PCF), FSU 65, NPA 65, Planning Familial 65, Rassemblement Citoyen pour le Front de Gauche 65, Solidaires 65.

www.droitsdesfemmes65.org, cddf65@gmail.com

facebook : collectif Hautes Pyrénées pour les droits des femmes